



---

**COUNTRY RESOLUTIONS ADOPTED AT THE NGOs FORUM PRECEDING THE 65<sup>TH</sup> ORDINARY SESSION OF THE AFRICAN COMMISSION ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS AND 39<sup>TH</sup> AFRICAN HUMAN RIGHTS BOOKFAIR**

**17-19 OCTOBER, 2019 - PARADISE SUITES HOTEL - KOLOLI, THE GAMBIA**

**CRES/001/010/19: RESOLUTION SUR LE BENIN**

Nous, participants au Forum sur la participation des ONG précédant la 65<sup>ème</sup> Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la 39<sup>ème</sup> Foire africaine du livre sur les droits de l'homme, tenue du 17 au 19 octobre 2019 à l'hôtel Paradise Suites à Kololi, en Gambie

Considérant les derniers développements de l'actualité politique au Bénin ;

Considérant les actes et faits de restriction de l'espace civique avant, pendant et après les élections législatives du 28 Avril 2019 ;

Considérant les dernières résolutions de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur le Bénin ;

Considérant l'adhésion du Bénin à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ;

Le Forum des ONG appelle la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples à exhorter le Gouvernement béninois :

1. à poursuivre le dialogue enclenché le 10 octobre 2019 et l'élargir à toute la classe politique sans exception ;
2. à l'ouverture d'enquêtes concernant l'usage d'armes létales sur des manifestants non armés dans le cadre des événements des 01<sup>er</sup> et 02 Mai 2019 avant d'envisager toute loi d'amnistie;
3. à prendre des mesures pour la suppression des dispositions de l'article 240 du Code pénal ainsi que les dispositions des articles 552 et suivants du Code du numérique qui sont manifestement restrictives de la liberté d'expression, de réunion et de manifestation.

Fait à Banjul, Gambie - 19 Octobre 2019 - FIN

## **CRES/002/010/19: RESOLUTION SUR LE CAMEROUN**

Nous, participants au Forum sur la participation des ONG précédant la 65ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la 39ème Foire africaine du livre sur les droits de l'homme, tenue du 17 au 19 octobre 2019 à l'hôtel Paradise Suites à Kololi, en Gambie

Considérant les dispositions de l'Acte constitutif de l'Union Africaine, la Charte des Nations Unies, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, de la Charte Africaine de la Démocratie des Elections et de la Gouvernance et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la République du Cameroun est partie et, par conséquent, L'État est légalement tenu de mettre pleinement et efficacement en œuvre ces mêmes instruments sans discrimination aucune;

Considérant l'article 1 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui stipule que «les Etats parties reconnaissent les droits, devoirs et libertés consacrés par la présente Charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour leur donner effet»;

*Rappelant et Réaffirmant* les Résolutions ACHPR/Res. 395 (LXII) 18et ACHPR/Res.405 (LXIII) 2018 sur la situation des droits de l'homme, et la nécessité de prendre des mesures pour mettre fin aux graves violations des droits de l'homme dans le pays ;

*Réaffirmant* le communiqué de presse de la Commission Africaine des Droits de l'Homme de mars 2019 signé par le Commissaire en charge du Cameroun, Pr. Remy NGOY LUMBU, appelant le gouvernement camerounais à garantir le droit à un procès équitable, et à éviter le jugement des civils devant les tribunaux militaires ;

*Rappelant* en outre sa décision dans la communication 266/07 ... Kelvin Mgwanga Ngume C. Cameroun dans laquelle la Commission a formulé des recommandations pour le règlement de la crise anglophone;

Préoccupé par les actes de violences, abus, répression et de violations massives des libertés d'associations, de réunions, de manifestations, d'expressions, d'informations et d'accès à la connexion internet dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun;

Préoccupé par les nombreuses disparitions forcées, les exécutions sommaires et où extra judiciaires, les assassinats, les menaces de mort, les tortures et traitements cruels inhumains et dégradants, les enlèvements et intimidations, des Défenseurs des Droits Humains, des activistes, des avocats, des manifestants et des journalistes.

Profondément préoccupée par les violations systématiques des droits de l'homme dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays par l'armée camerounaise, qui impliquent des arrestations arbitraires, des détentions, des meurtres, la destruction de villages et la destruction de moyens de subsistance;

*Préoccupée* par le fait que le dialogue était loin d'être inclusif et n'a débattu d'aucune des mesures prises par le gouvernement pour véritablement enquêter et poursuivre toutes les personnes responsables des violations commises pendant la crise;

*Gardant à l'esprit le rôle de la Commission au titre de l'article 58 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, qui l'oblige à attirer l'attention de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement sur des cas de violations graves ou massives des droits de l'homme et des peuples lorsqu'une ou plusieurs communications relatent des situations particulières qui semblent révéler l'existence de telles violations;

Le forum des ONG :

Se réjouit de la volonté politique du Président Paul Biya dans la recherche des solutions pour une paix durable. Ceci s'est traduit par la convocation du Grand Dialogue National le 30 Septembre 2019, la libération de 333 activistes le 3 Octobre 2019, et l'arrêt de poursuite de certains dirigeants et militants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), parti d'opposition en particulier le Pr. Kamto, candidat et 2<sup>ème</sup> à la présidentielle de 2018.

Condamne la croissance des représailles faites aux Défenseurs (Mowha Franklin reste toujours disparu malgré les efforts des Organisations Non Gouvernementale (ONG). Les autorités ne se pressent pas ; les femmes défenseuses des Droits Humains continuent à être confrontées aux représailles et menaces de toutes sortes.

Attire l'attention de la Commission Africaine sur la nécessité de saisir le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine afin de de mettre fin aux exactions croissantes du fait de la prolifération des groupes armées et des discours haineux.

Lance un appel à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples (CADHP) à :

1. Organiser une mission conjointe et indépendantes d'établissement des faits au Cameroun, composées de la CADHP et de la société civile ;
2. Mettre en place d'un mécanisme pour la convocation d'une commission – vérité – justice et réconciliation qui prendra en compte les questions des Droits Humains,

3. Demander aux autorités camerounaises la libération de tous les activistes des régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest ainsi que des autres militants du MRC encore incarcérés ;
4. Demander l'ouverture des enquêtes au sujet des représailles et menaces à l'encontre des défenseurs et rendre public les résultats des enquêtes ;
5. Demander l'adoption d'une loi portant promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains dans le pays.

Fait à Banjul, Gambie - 19 Octobre 2019

FIN

**CRES/003/010/19: RESOLUTION ON EGYPT**

We, the participants at the Forum on the participation of NGOs preceding the 65<sup>th</sup> Ordinary Session of the African Commission on Human and People's Rights and 39<sup>th</sup> African Human Rights Bookfair held from 17-19 October, 2019 at the Paradise Suites Hotel in Kololi, The Gambia;

*Recalling* the provisions of the African Charter on Human and People's Rights and other regional and international human rights instruments to which the Arab Republic of Egypt is a state party and therefore is legally bound to fully and effectively implement the provisions of these instruments, and respect and promote the human rights and fundamental freedoms asset therein without discrimination on any ground;

*Further recalling that* the African Union Peace and Security Council decision in August 2013 to suspend the participation of Egypt in AU activities until the restoration of constitutional order after the military coup lead by the current president of the Arab Republic of Egypt Abdelfattah El Sisi;

*Noting with concern* the restrictions imposed by the Egyptian government on the participation of Egyptian and Pan-African NGOs during the preceding ACHPR 64<sup>th</sup> session held in Egypt in May-June 2019, including restrictions on visas, harassment and intimidation of NGO members, restrictions on the freedom of movement of Egyptian human rights defenders;

*Deeply concerned* with the current treatments of migrants and refugees in Egypt, including the forceful refoulement of Eritrean and Sudanese asylum seekers from Egypt, the closure of Egyptian civil society organizations that were providing legal and medical aid to refugees and asylum seekers and the lack of state policy to provide assistance to asylum seekers,

*Deeply disappointed that* in response to peaceful demonstrations that started on 20 September 2019, the Egyptian authorities have carried out the most brutal crackdown of the past five years, arresting over 3,000 people including at least 114 women—and at least 111 minors according to Amnesty International and Belady Association—the majority of which remain in detention, pending investigations for terrorism-related crimes in relation to the protests; while human rights organizations have verified video footage of Egyptian security forces using violence to disperse the September protests; whereas in the same phase of repression, hundreds have been forcibly disappeared, citizens have been stopped and searched arbitrarily at checkpoints for signs of dissent, more media have been blocked and access to online messaging applications has been throttled inside Egypt;

*Deeply concerned that* human rights lawyers including Mahinour al-Massry and Mohamed al-Baqer have been arrested and arbitrarily detained in pre-trial detention pending investigations for unfounded criminal charges, for having spoken out about the crackdown, documented cases or provided legal representation for persons detained for demonstrating; while rights lawyer Amr Imam remains forcibly disappeared; whereas woman human rights defenders Mahinour al-Massry, Esraa Abdelfattah, Asmaa Daabees with her family members, as well as several other defenders were first subjected to enforced disappearance before detention; whereas prominent rights defenders Esraa Abdelfattah, Mohamed al-Baqer and Alaa Abdelfattah and have since been subjected to torture and ill-treatment in detention;

*Further concerned that* journalists, activists and peaceful opposition party members have been arrested in large numbers in the most recent crackdown, including 18 members of the Bread and Freedom Party, the founder of the Egyptian Social Democratic Party and the former leader of El-Dostour party;

*Gravely concerned* the Egyptian authorities have demonstrated zero tolerance for peaceful political opposition in Egypt, also targeted through medical negligence in detention, enforced disappearance, as well as prosecution, harassment, intimidation, and reprisals, as typified by the 2019 arbitrary arrests targeting members of the Hope Coalition including human rights defenders like Zyad el-Eleimy, academics and journalists who were simply organizing a coalition of secular parties through legally sanctioned channels—to run in the 2020 legislative elections; whereas Egyptian security forces raided the home of Egyptian- Palestinian political and rights activist Ramy Shaath on 5 July 2019, subjected him to enforced disappearance and arbitrarily, forcibly deporting his French spouse, Céline Lebrun Shaath without allowing her to seek consular assistance;

*Noting with concern* that State reprisals have continued against independent rights organizations and defenders in Egypt—including for engaging in UN human rights mechanisms and processes;

*Further concerned that* these acts of reprisals are undermining the effective participation of Egyptian HRDs in the work of the ACHPR;

*Considering that* at least 31 rights defenders are banned from travel, at least 10 human rights defenders and seven rights NGOs have had their assets frozen, and over 37 human rights defenders have been interrogated in case 173/2011 known as the Foreign Funding Case against NGOs; while woman human rights defender Dr Aida Seif el Dawla of El Nadeem Center has been subjected to renewed judicial harassment and intimidation;

*Whereas* rights defender Mohamed al-Baqer, Executive Director of Adalah Center for Rights and Freedoms has been detained for his legitimate defense of human rights including defending victims of human rights violations, as well as in reprisal for his engagement with the Universal Permanent Review of Egypt (UPR) before the UNHRC<sup>1</sup>; whereas human rights defender Mohamed Zaree faces reprisals for his work on Egypt's previous UPR, and founder of the League for the Families of the Disappeared Ibrahim Metwally was forcibly disappeared in 2017 by the Egyptian authorities on his way to attend a meeting of the UN Working Group on Enforced Disappearance, then held in pretrial detention without trial for two years<sup>2</sup>;

*Gravely concerned* the timing of this massive crackdown and egregious violations, barely a month before Egypt's Universal Permanent Review before the UNHRC begins, is particularly shocking and the ACHPR 65<sup>th</sup> session in Banjul;

*Noting with concern that* accountability remains almost entirely absent for serious human rights violations, and there is no proper investigation of corruption allegations against the military;

*Whereas* no serious investigations have been launched into the many recent torture reports and allegations, including against recently arrested human rights defenders, and due process for victims of torture is still absent;

*Whereas* grave violations of the right to life continue in Egypt through the judiciary, which has issued and implemented an unprecedentedly high number of death sentences against many individuals—even sentencing children—including following military and mass trials that lacked the minimum guarantees for fair trials; whereas dozens of prisoners, including former president Mohamed Morsi have lost their lives in places of detention due to willful medical neglect, alongside endemic torture and inhumane prison conditions;

*Gravely concerned that* no official, strong and united public response has been forthcoming from the AU bodies and its Member States to the September-October 2019 crackdown in Egypt;

Call on the African Commission to urge the Egyptian government to:

---

<sup>1</sup> Al-Baker's interrogation sufficiently evidences that his arrest is a reprisal for his work in defending human rights through representing defendants and victims of human rights violations, as well as engagement with the UPR; for example, during al-Baker was questioned on a report concerning violations of Nubian rights, which Adalah had submitted previously to the UPR.

<sup>2</sup> The Supreme State Security Prosecution has just ordered the release of Metwally after the 2 years maximum legal pretrial detention period (under Egyptian law) has passed, but it has not yet been implemented, pending approval by the National Security Agency.

1. Fully comply with its obligations under the AU Constitutive Act, the African Charter on Human and People's Rights, the UN charter and all regional and international human rights treaties to which the Arab Republic of Egypt is a state party and to ensure that all persons within its territory enjoy the rights enshrined therein without discrimination on any ground,
  - *reopen public sphere, release arbitrarily detained prisoners, media workers, halt crackdown on human rights movement and to;*
  - Release all persons detained for exercising their right to freedom of association, expression, and peaceful assembly, and their right to participate in the public sphere, including those currently detained since September in connection with Case 1338 and Case 1356 of 2019;
  - Promulgate the law repealing Law 10 of 1914 on assembly (passed in 1928 but never published and enacted); law 10/1914 prohibits more than five people from peacefully assembling if the authorities order them to disperse, and enforces collective liability by holding all participants in the assembly criminally responsible for any crime committed by an individual participant, providing the basis for the imprisonment of tens of thousands of peaceful demonstrators;
  - Remove the block on more than 513 websites, including those of local and international news organizations and human rights organizations; release all media workers detained for doing their journalistic work;
  - Release all media workers, peaceful opposition party members, human rights defenders and lawyers, and pro-democracy activists detained for peacefully exercising their rights, including Mahinour al-Massry, Alaa Abdelfattah, Mohamed al-Baqer, Asmaa Daabees, Esraa Abdelfattah, Amr Imam, and all detainees in the Hope Case including rights defender Zyed el-Eleimy and Ramy Shaath; allow deported French national Céline Lebrun Shaath to return to Egypt and her husband Ramy Shaath;
  - Repeal Article 78 of the Penal Code, amended in 2014 to allow life imprisonment—or the death penalty in some cases—for persons found guilty of receiving money or “other things” from foreign entities in order to infringe upon “public order” and “national security”; the vague and overly broad language of this provision is the basis for the main charge against human rights defenders in case no. 173/2011 on the foreign funding of rights organizations;
  - Permanently close case 173/2011 and lift all travel bans imposed on at least 31 human rights defenders and staff of rights NGOs within the case—as well as all other arbitrarily-imposed travel bans—and allow Egyptian rights defenders based inside Egypt to travel to participate in person in Egypt's Universal Permanent Review beginning 13 November 2019 before the UNHRC;



2. *take measures to begin addressing torture, enforced disappearance, and use of the death penalty by;*
  - Disclose the place of detention of the hundreds subjected to enforced disappearance by security forces in Egypt, including former parliamentarian Dr. Mustafa Al-Naggar and researcher Ibrahim Ezz El-Din of the Egyptian Commission for Rights and Freedoms (ECRF);
  - Repeal Articles 40 and 41 of Law 94 of 2015, which provide legal cover for incommunicado detention of up to 28 days, in contravention of Article 54 of the Egyptian Constitution, which guarantees that arrested persons shall be informed of the reason for their arrest and have the right to contact a lawyer;
  - Launch serious investigations into the many torture reports and allegations, including against human rights defenders, and ensure judges heed and investigate defendants' allegations of torture in criminal cases; issue a standing invitation to all United Nations Special Procedure mandate holders – including the Special Rapporteur on Torture - and take concrete measures to address its practice of carrying out systematic reprisals against those who engage with the UN; UN experts and Special Rapporteurs should ensure sufficient guarantees of non-repetition of such attacks before undertaking any visit;
  - Enact an immediate moratorium on executions with a view to abolishing the use of the death penalty in Egypt; President Abdelfattah Al-Sisi should use his legal powers under Article 470 of the Code of Criminal Procedure to commute death sentences;
3. *Take measures to begin restoring fair trial rights, and;*
  - Repeal Article 50 of the counterterrorism law, which is the legal basis for the establishment of special terrorism circuits in the criminal court system; suspend all such terrorism circuits and redistribute cases pending before them to ordinary criminal circuits; conduct retrials for all persons convicted in such circuits before courts with the proper geographical jurisdiction;
  - Repeal Law 136 of 2014 on the protection of public facilities, which allows for the military trial of civilians for a vast range of offences; refer all civilian cases still pending before these tribunals to the competent civil court, and retry any civilians convicted by military courts, in the competent civil court;
  - Repeal the last paragraph in Article 143 of the Code of Criminal Procedure, which allows for unlimited pretrial detention of defendants charged with crimes punishable by life imprisonment or the death penalty; and article 206 *bis* which allows prosecutors to detain defendants in pretrial detention in certain cases for up to 150 days without judicial oversight; repeal Article 277 of the same law giving

courts discretionary power to refuse to hear certain witnesses, further violating the rights to defense and to a fair trial;

- Repeal Article 39 of Law 57 of 1959 on appeal procedures before the Court of Cassation, which permits the latter to address substantive issues on the first appeal, undermining the right of defense, and involving the Cassation Court in matters beyond its core function;<sup>3</sup>
- Repeal Law 13 of 2017, which give President Abdelfattah al-Sisi the authority to select the heads of the highest judicial bodies himself without regard for seniority and amend the Constitution accordingly;
- Regrets the failure of the ACHPR to respond in a unified and resolute manner to the current crackdown and the egregious human rights violations committed under President Sisi's rule; notes with concern that this approach has not led to progress in the country's ever deteriorating human rights record.
- Finally, the Forum would like to urge the African Commission to constantly place Egypt on its agenda and periodically review the situation of human rights in the country;

Done in Banjul, Gambia - October 17, 2019

END

---

<sup>3</sup> On 2 September 2019, the "Sabt" (Saturday C) circuit refused to comply with the procedure prescribed by Article 39 of the law, stating that a substantive review of the case is not its function. The task of the Cassation Court, the court said, is to examine the subject-matter court's proper application of the law and adherence to proper legal procedure.

**CRES/004/010/19: RESOLUTION SUR LA REPUBLIQUE DE GUINEE CONAKRY**

Nous, participants au Forum sur la participation des ONG précédant la 65ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la 39ème Foire africaine du livre sur les droits de l'homme, tenue du 17 au 19 octobre 2019 à l'hôtel Paradise Suites à Kololi, en Gambie

Rappelant son mandat de protection et de promotion des droits de l'homme et des peuples en vertu de la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples (la Charte Africaine) ;

Réaffirmant l'importance fondamentale du droit des peuples à participer librement à la direction des affaires publiques de leurs pays et à choisir librement leurs dirigeants, garanti par l'article 13 de la Charte Africaine et d'autres instruments internationaux fondamentaux des droits de l'homme ;

Gardant à l'esprit les objectifs et principes énoncés dans l'Acte Constitutif de l'Union Africaine, en particulier, en ses articles 3 et 4 qui soulignent l'importance de la bonne gouvernance, de la participation populaire, de l'Etat de droit et des droits de l'homme ;

Se référant aux Lignes directrices sur la liberté d'association et de réunion pacifique en Afrique de mai 2017 de la CADHP;

Se référant encore aux Lignes directrices pour le maintien de l'ordre par les agents chargés de l'application de la loi lors des réunions en Afrique de mars 2017 de la CADHP ;

Préoccupée par la situation actuelle en Guinée en matière de libertés démocratiques notamment la liberté de manifestation et de réunion pacifique ;

Particulièrement préoccupée par les événements récents en République Guinée qui se sont soldés par des atteintes à la vie, à l'intégrité physique des personnes, à des arrestations, aux détentions arbitraires de manifestants pacifiques et la séquestration à domicile de certains responsables de partis politiques de l'opposition ;

Encore préoccupée par la loi récemment adoptée et qui donne des pouvoirs quasi-discrétionnaires aux forces de sécurité dans la répression des infractions assimilées à la cybercriminalité ;

Considérant le défaut de suites judiciaires à la majorité des plaintes déposées devant les juridictions nationales par les victimes et la société civile en rapport avec les violations des droits de l'homme dans le pays ;

Considérant que l'impunité traumatique en cours en République de Guinée depuis des décennies et qui ne cesse de persister et de s'aggraver aujourd'hui et qui prédispose au crime de demain ;

Davantage préoccupée par l'irrespect du calendrier républicain avec le report constant des échéances électorales essentiellement motivé par des calculs politiques ;

Considérant l'imminence des échéances électorales présidentielles de 2020 en Guinée dans un contexte d'accumulation des contentieux électoraux non épurés ; ;

Préoccupée par la récurrence des violences occasionnées par les velléités de modification de la loi fondamentale aux fins de prolongation de mandats présidentiels ;

Le Forum des ONG appelle la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples d'urger le gouvernement de la Guinée :

1. A Mettre fin aux actes et faits de séquestration en cours en République de Guinée ;
2. A libérer immédiatement les leaders politiques et de la société civile arbitrairement arrêtés ;
3. A restaurer l'espace civique pour une meilleure expression et manifestation des droits et libertés ;
4. A poursuivre les efforts judiciaires engagés pour assurer justice aux victimes des violations des droits de l'homme afin de mettre fin à l'impunité ;
5. A faciliter la mise en place d'un espace de dialogue suffisamment inclusif des tendances politiques pour un dénouement apaisé des crises socio-politiques en cours ;
6. De s'abstenir de procéder à des révisions constitutionnelles visant le maintien au pouvoir et de compromettre l'alternance démocratique, seul gage d'une démocratie apaisée et viable ;
7. A respecter le calendrier républicain conformément aux règles consensuelles et respectueuses des lois ;
8. A tout mettre en œuvre pour éviter de développer des foyers de tensions entre les communautés afin de renforcer la cohésion nationale.

Fait à Banjul, Gambie - 19 Octobre 2019

FIN

**CRES/005/010/19: RESOLUTION SUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

Nous, participants au Forum sur la participation des ONG précédant la 65ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la 39ème Foire africaine du livre sur les droits de l'homme, tenue du 17 au 19 octobre 2019 à l'hôtel Paradise Suites à Kololi, en Gambie

*Considérant* les dispositions de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) notamment en son article 05 et les standards internationaux pour la protection des droits de l'Homme, des prisonniers, notamment la Convention internationale sur les droits civils et politiques et les Règles Minimum Standards des Nations Unies pour le traitement des prisonniers, Mandela rules ;

*Considérant* la Déclaration de Kampala sur les conditions de détention en Afrique et la Résolution 19 de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur les Prisons en Afrique 1995 ;

*Considérant* les dispositions des lois nationales dont le code pénal congolais, le code de procédure pénale congolais et autres textes qui régissent les conditions de détention en République Démocratique du Congo;

*Préoccupé* par les conditions de détention des prisonniers en RDC qui se caractérisent par le manque des soins de santé, de l'alimentation et les mauvaises conditions carcérales marquées par une trop forte densité carcérale impliquant les mauvaises conditions physiques, sanitaires et d'hygiène, des vieilles infrastructures qui représentent un risque pour les prévenus, l'inadéquation des programmes de loisirs, de formation et un contact limité avec le monde extérieur ainsi que les pourcentages élevés des détenus préventifs ;

*Préoccupé* par le pourcentage croissant des nombres de morts enregistrés dans les prisons depuis 2018 suite à la malnutrition et au manque des soins de santé ;

*Préoccupé* par la surpopulation des lieux carcéraux par des prisonniers et des détenus qui attendent leurs jugements ;

Le forum des ONG urge la Commission Africaine d'appeler le gouvernement de République Démocratique du Congo à :

1. Prendre les mesures urgentes qui s'imposent pour limiter le nombre des décès en garantissant l'alimentation et les soins de santé aux prisonniers conformément aux prévisions nationales et provinciales de finances publiques ;
2. Veiller au bien-être et au respect des droits et libertés des prisonniers et détenus ;

3. Mettre en place des mesures pouvant contribuer au désengorgement des prisons en encourageant l'aménagement de peines alternatives à la détention et veillez à la réduction des cas de longues détention préventives ;
4. L'adoption d'une politique pénale qui prend en compte le respect des droits individuels des détenus, conformément aux règles minima pour le traitement des détenus ;
5. Procéder à la réhabilitation des Infrastructures de nouvelles prisons modernes, respectant les normes internationales requises.

Fait à Banjul, Gambie - 19 Octobre 2019

*FIN*

*CRES/006/010/19: RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA*

We, the participants at the Forum on the participation of NGOs preceding the 65<sup>th</sup> Ordinary Session of the African Commission on Human and People's Rights and 39<sup>th</sup> African Human Rights Bookfair held from 17-19 October, 2019 at the Paradise Suites Hotel in Kololi, The Gambia;

Recalling Concerned about the continuous deterioration of the human rights situation in Tanzania as well as the shrinking civic space for human rights defenders, non-governmental organizations, political parties and the media since October 2015, following brutal crackdowns on lawyers, opposition leaders, journalist, human rights defenders and members of civil society;

Deeply concerned about continued incidents of enforced disappearance, arbitrary arrest and detention, malicious prosecution, state impunity towards human rights defenders, journalist, lawyers, activists and opposition leaders, deplorable conditions, prohibition of peaceful demonstrations and constant insecurity;

Recalling also the concerns expressed by the United Nations High Commissioner for Human Rights, Ms. Michelle Bachelet, over a shrinking civic space in Tanzania and restrictions to human rights defenders, civil society, political opposition and other independent and critical voices, including through various restrictive legislation that have created a chilling effect on the exercise of the right to freedom of expression, association and peaceful assembly;

Recalling the African Commission's mandate to promote and protect human and peoples' rights in Africa under Article 4 of the African Charter on Human and Peoples' Rights (African Charter);

Further noting the African Commission press release on the growing trend of stringent regulation of the internet in East African States on 12 July 2018; and further recalling the Joint Letter of Appeal sent to President Magufuli by the African Commission Special Rapporteur on Freedom of Expression and Access to Information in Africa and the Commissioner Rapporteur on the human regarding the arrest of journalist Erick Kabendera;<sup>4</sup>

We call on the Commission to urge the Government of Tanzania to;

1. Condemn the various human rights violations committed in the country since October 2015 and the continued repression against human rights defenders;

---

<sup>4</sup> ACHPR, "Press Statement on the Joint Letter of Appeal issued on the Human Rights Situation in the United Republic of Tanzania," 10 September 2019, <https://www.achpr.org/pressrelease/detail?id=435>, Accessed 2 October 2019.

2. Take positive and urgent measures to amend draconian laws such as the Cybercrimes Act 2015, Media Services Act 2016, The Online Content Regulations 2018, Statistics Act 2015, NGOs Act (Amendment) Regulations 2018, NGOs Act (Amendments) 2019, Political Parties Amendments Act 2019, Regional Administration Act 1997, Police Force and Auxiliary Services Act 1969, in order to ensure free operations of NGOs, freedom of peaceful assembly and association, freedom of expression;
3. Initiate prompt, impartial and effective investigations into the alleged human rights violations and ensure that the perpetrators are held accountable and subjected to appropriate sanctions reflecting the gravity of the offences, in accordance with relevant international and regional standards;
4. Take all measures necessary to adopt and implement the Regional Action Plan on albinism (2017-2021) to ensure sustainable solutions to challenges affecting human rights enjoyment by persons with albinism and members of their families;
5. Request a visit by the Special Rapporteurs on Freedom of expression and access to information, Rights of women; and Human rights defenders;
6. Refrain from the use of excessive and disproportionate force against protestors and take the necessary measures to guarantee the security and safety of its population;
7. Unconditionally return all identity documents and travel documents confiscated from human rights defenders;
8. Ensure that victims of violations and their families obtain full and adequate redress, including restitution, compensation, rehabilitation, satisfaction and guarantees of non-repetition;
9. Lift the ban on political rallies and cease undue restrictions on the freedom of assembly and association in order to comply with the African Charter on Democracy, Election and Good Governance;
10. Urgently constitute the Commission of Human Rights in order to ensure its full functionality to serve its mandate;
11. Promptly submit outstanding state reports and engage in extensive consultations all key stakeholders, including CSOs, in the reporting process;
12. Ratify and domesticate the Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the rights of persons with disabilities in Africa;
13. Amend the Constitutional provisions related to election and election laws and establish an independent electoral commission before the 2020 general election;
14. Respect and protect freedom of expression by amending all laws and regulations that affect the rights of people to freely express themselves through mainstream and online platforms;



15. Respect girls' right to education by allowing pregnant schoolgirls to resume studies in public schools after delivery; and
16. Cease harassment, arrests, attacks and malicious prosecutions of human rights defenders and drop all malicious charges against HRDs in the country.

Done in Banjul, The Gambia – 19th October, 2019

END

**CRES/007/010/19: RESOLUTION SUR LA REPUBLIQUE DU TOGO**

Nous, participants au Forum sur la participation des ONG précédant la 65ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la 39ème Foire africaine du livre sur les droits de l'homme, tenue du 17 au 19 octobre 2019 à l'hôtel Paradise Suites à Kololi, en Gambie

Rappelant son mandat de protection et de promotion des droits de l'homme et des peuples en vertu de la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples (la Charte Africaine) ;

Réaffirmant l'importance fondamentale du droit des peuples à participer librement à la direction des affaires publiques de leurs pays et à choisir librement leurs dirigeants, garanti par l'article 13 de la Charte Africaine et d'autres instruments internationaux fondamentaux des droits de l'homme ;

Gardant à l'esprit les objectifs et principes énoncés dans l'Acte Constitutif de l'Union Africaine, en particulier, en ses articles 3 et 4 qui soulignent l'importance de la bonne gouvernance, de la participation populaire, de l'Etat de droit et des droits de l'homme ;

Se référant aux Lignes directrices sur la liberté d'association et de réunion pacifique en Afrique de mai 2017 de la CADHP;

Se référant encore aux Lignes directrices sur le maintien de l'ordre lors des réunions en Afrique de mars 2017 de la CADHP ;

Préoccupée par la situation actuelle au Togo en matière de liberté de manifestation et de réunion pacifique ;

Particulièrement préoccupée par les événements récents en Guinée qui se sont soldés par des atteintes à la vie, à l'intégrité physique des personnes, à des arrestations et détentions arbitraires de manifestants pacifiques et la séquestration à domicile de certains responsables de partis politiques de l'opposition ;

Encore préoccupée par l'adoption de dispositions restrictives de l'espace civique dans les lois relatives à la sécurité intérieure, à la cybercriminalité et aux manifestations pacifiques, de même que la détention arbitraire de manifestants non armés au Togo ;

Vu la lettre conjointe des Rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'expression et d'opinion, sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, en date du 11 septembre 2019 ;

Considérant le défaut de suites judiciaires à la majorité des plaintes déposées par les victimes et la société civile en rapport avec les violations des droits de l'homme au Togo;

Considérant que l'impunité d'aujourd'hui prédispose au crime de demain,

Considérant l'imminence des échéances électorales présidentielles de 2020 dans au Togo ;

Préoccupée par la récurrence des violences occasionnées par les velléités de modification des lois fondamentales aux fins de prolongation de mandats présidentiels au Togo ;

La Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples en appelle au gouvernement du Togo:

1. A restaurer l'espace civique pour une meilleure expression et manifestation des droits et libertés ;
2. A poursuivre les efforts judiciaires pour assurer justice aux victimes des violations des droits de l'homme ;
3. A faciliter la mise en place d'un espace de dialogue suffisamment inclusif des tendances politiques pour un dénouement apaisé des crises socio-politiques en cours ;
4. A remettre en liberté tous les prisonniers politiques en détention dans le pays ;

Fait à Banjul, Gambie - 19 Octobre 2019

FIN

**CRES/008/010/19: RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN ZIMBABWE**

We, the participants at the Forum on the participation of NGOs preceding the 65<sup>th</sup> Ordinary Session of the African Commission on Human and People's Rights and 39<sup>th</sup> African Human Rights Bookfair held from 17-19 October, 2019 at the Paradise Suites Hotel in Kololi, The Gambia;

Noting the submission by the Government of Zimbabwe of its long overdue combined 11<sup>th</sup> to 15<sup>th</sup> report under Article 62 of the Charter.

Welcoming the findings by the UN Special Rapporteur on Freedom of Peaceful Assemblies and Association, following his visit to Zimbabwe in September 2019.

Concerned by the continued deterioration of the political, economic and social situation in Zimbabwe impacting on the enjoyment of all rights and freedoms of the people

Gravely concerned by the systematic targeting of HRDs, trade union leaders and opposition leaders through abductions, torture, hate speech and judicial harassment.

Concerned by the rampant use of criminal charge of "subverting a constitutional government" under Section 22 of the Criminal Law (Codification and Reform) Act to persecute human rights defenders, civil society and opposition leaders for exercising their freedoms of assembly and association.

Further noting that despite the Constitution of Zimbabwe guaranteeing the freedom of peaceful assembly and the right peaceful protest, the exercise and assertion of these rights are presumed unlawful by the GoZ. Arbitrary and blanket prohibitions have been imposed on protest with those asserting their right to protest being criminalised.

Gravely concerned by the wanton disregard of the right to life by security agencies especially when managing protests that are largely peaceful. Security agents continue to use disproportionate force to quell protests.

Noting the ongoing industrial action by medical doctors due to poor conditions of service, shortage of drugs and equipment, including consumables such as safety wear. And extremely concerned by the failure by government to come up with a durable solution aimed at addressing the genuine concerns by medical professionals.

Concerned by the non implementation of the recommendations of the Motlanthe Commission into the August 1 shootings which resulted in the killing of at least six people by the security forces

Call upon the African Commission on Human and Peoples' Rights to call upon the Government of Zimbabwe to :

1. Respect, protect and fulfil its obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights
2. Cease the ongoing attacks against HRDs and trade union leaders
3. Unconditionally withdraw all criminal charges against HRDs, civil society leaders and union leaders who were arrested for exercising their right to freedom of peaceful assembly and association.
4. Investigate all allegations of human rights violations, including abductions and torture and bring those responsible to account;
5. Fully implement the recommendations of the Montlante Commission, particularly the recommendations to bring to account the security officers responsible for the killings and compensation for victims.
6. Adopt effective measures to resolve the current impasse with the medical personnel to ensure access to healthcare facilities by citizens.
7. Come up with durable solutions to the on-going economic crisis

*Done in Banjul, The Gambia - 19<sup>th</sup> October, 2019*

FIN